



FAITS MARQUANTS DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: MARDI 17 MARS 2009

Le mardi, les participants se sont réunis en séance plénière pour écouter le discours programme du Prince héritier du Japon. Ils ont participé aux présentations régionales américaines et européennes, des groupes de haut niveau et des sessions sur les thèmes « changement global et gestion des risques » et « gouvernance et gestion ». Plusieurs événements sur les finances ont également eu lieu, alors que les événements parallèles se sont déroulés en mi-journée et dans la soirée.



Le Prince Héritier du Japon prononçant son discours

DISCOURS PROGRAMME

Le Prince héritier du Japon a pris la parole devant le groupe de haut niveau sur les catastrophes et le changement climatique, et s'est félicité du Cadre d'action de Hyogo, qui souligne la nécessité d'établir des objectifs servant à articuler des mesures pour: réduire les pertes de vie et des moyens de subsistance; fournir de l'eau potable en quantité suffisante et l'assainissement lors des catastrophes. A propos de l'histoire de la gestion des inondations au Japon, il a indiqué que les civilisations ont toujours eu à définir la priorité entre la gestion des catastrophes, l'assainissement et la fourniture d'eau. Il a conclu en mettant l'accent sur la nécessité de tirer des leçons des expériences passées et de faire ensemble preuve de créativité pour développer des visions à long terme pour la gestion de chaque bassin fluvial



Loïc Fauchon, Président CME

GROUPES DE HAUTS NIVEAU

EAU ET CATASTROPHES: Lors de la session d'ouverture, le Président du Conseil mondial de l'eau (CME), Loïc Fauchon, a fourni une liste d'impératifs urgents contenue dans le Cadre d'action de Hyogo demandant notamment: de pouvoir galvaniser et mobiliser les efforts avant que

n'intervienne une catastrophe; accorder la priorité aux systèmes de prévisions; informer, alerter et évacuer; intégrer la réduction des risques des catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement; améliorer la réponses aux catastrophes; et fournir rapidement de

l'eau et des toilettes en cas de catastrophes ou de conflits.

Han Seung-soo, Premier ministre de Corée, a mis l'accent sur la nécessité d'accroître la résilience globale: en partageant les données hydrologiques; en atténuant les dégâts causés par la montée du niveau de la mer, en facilitant des études sur la construction des infrastructures; en mettant en place des cadres juridiques



G-D: Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang; Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas; le Prince Héritier du Japon; Han Seung-Soo, premier ministre de la Corée; et Hong Soja, sa femme



Han Seung-soo, premier ministre de la Corée

Le Bulletin du Forum mondial de l'eau est une publication de l'institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du Bulletin des Négociations de la terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courriel électronique à: <alexandra@iisd.org>.

et politiques appropriés; et en établissant des processus pour identifier les progrès et les faiblesses du Cadre d'action. Le Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang, a noté que le travail des diverses agences des Nations unies pour venir en aide aux pays en développement crée et met en œuvre des plans nationaux pour répondre aux catastrophes.

Au cours des discussions au sein du premier groupe, Sayid Yakub du Tadjikistan, a indiqué que les barrages et les réservoirs constituent les moyens les plus efficaces pour réduire l'impact de la sécheresse et des inondations. Robert Van Antwerp des États-Unis, a souligné l'importance de passer d'une stratégie de gestion des catastrophes réactive à une stratégie proactive et préventive. Sadik Yamaç de la Turquie, a parlé de la gestion des catastrophes, ainsi que des actions stratégiques de prévention de la Turquie. Shaikh Wahid-uz-Zaman, du Bangladesh, a souligné la nécessité de disposer de ressources supplémentaires pour la gestion des catastrophes, afin de protéger l'avenir des futurs groupes vulnérables.

Au cours des discussions, les panélistes ont soulevé des questions concernant: l'éducation et le développement des connaissances; l'établissement des priorités pour la communauté internationale, les prévisions et les systèmes d'alerte précoce; une législation plus stricte sur le zonage; le renforcement des capacités, l'assistance financière et technique pour les pays en développement, en plus de l'assistance internationale urgente en cas de catastrophes; les transferts des technologies; et la coopération entre l'Afghanistan et le Tadjikistan pour le bassin lacustre qu'ils partagent.

Margareta Wahlström, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence du Système des Nations unies, a noté que l'UN-ISDR a reçu, à ce jour, 90 rapports de pays sur les risques de catastrophes; elle a ajouté que les principaux domaines où des progrès ont été enregistrés incluent le soutien politique et le renforcement des capacités pour la préparation et la réponse aux catastrophes, tandis que la principale faiblesse concerne le traitement des causes profondes des catastrophes, telles que l'utilisation des terres et la pauvreté.

Dans le deuxième groupe, les panélistes ont examiné entre autres: le rôle de la Banque mondiale dans l'atténuation et l'adaptation; l'importance des observations sur le terrain; la complémentarité de l'intervention d'urgence et de la prévention; la réaction gouvernementale aux catastrophes; et la préparation organisationnelle.

FINANCES: Le Groupe de haut niveau sur les finances, présidé par Mehmet Şimşek, Ministre d'État de la Turquie, a expliqué qu'il existe certes un stress croissant sur le financement en raison de la crise économique, mais il existe aussi des moyens de traiter et de sécuriser les fonds pour l'eau et l'assainissement au profit de ceux qui en ont le plus besoin, à travers notamment le secteur privé et les institutions financières internationales.

Dans la première session, le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, a souligné la nécessité de prendre de nouveaux engagements pour les Objectifs de développement du Millénaire (ODM), particulièrement en ce qui concerne l'eau



G-D: Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang; et Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas

et l'assainissement. Il a plaidé pour: une volonté politique; un accroissement fonds alloués; un service de la dette basé sur les devises locales; et une aide au développement officielle ciblée.

Notant qu'un milliard de personnes sont sans eau et que 2,4 milliards n'ont pas accès à l'assainissement, le Sous-secrétaire général des Nations unies, Sha Zukang, a déclaré qu'il est plus impératif de fournir ces services, et que ces questions doivent être intégrées dans les discussions sur le financement du développement. Angel Gurría de l'OCDE, a parlé de la nécessité d'agir rapidement pour encourager les gouvernements à inclure les projets d'eau dans les programmes de stimuli fiscaux.

Simon Brooks, de la Banque nationale européenne, a mis l'accent sur les difficultés à réaliser la gestion décentralisée sans fragmentation, et sur la nécessité aussi de développer des combinaisons de stratégies de financement. Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement, a déclaré que pour maintenir les gains générés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Asie, il faudrait mettre l'accent sur la gouvernance et l'efficacité.

Les participants ont discuté de: la nécessité de tenir compte des politiques sociales et environnementales; la question de savoir si les institutions multilatérales de financement appliquent des normes différentes pour les pays industrialisés et pour ceux en développement; et si les compagnies privées pourront investir dans les infrastructures pour les pays en développement.

Dans la deuxième session, Katherine Sierra de la Banque mondiale a parlé du secteur de l'eau qui souffre d'un sous-financement chronique, et a souligné la nécessité d'éviter une «décennie perdue» en termes d'investissement dans l'eau et l'assainissement. Elle a recommandé que les initiatives sur l'eau et l'efficacité énergétique soient reliées.

Alexander Müller, de la FAO, a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans le domaine de l'eau et de l'agriculture, soulignant le rôle des activités agricoles dans la production alimentaire et la réduction de la pauvreté. Il a énuméré les avantages de l'irrigation, notamment, l'augmentation des récoltes, la stabilisation du rendement, et l'accroissement des revenus agricoles. Kazushi Hashimoto, de l'Agence japonaise de coopération internationale, a parlé de la mobilisation des ressources financières locales pour l'eau et l'assainissement, et a souligné l'importance de l'utilisation de l'aide officielle au développement pour contrebalancer les fonds privés.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a identifié quatre principaux aspects de la fourniture de l'eau qui sont affectés par la crise financière, à savoir: les améliorations du capital; les flux de liquidités; les recettes; et programmes d'assistance pour les populations à faible revenu et les agences d'aide sociale. Il a déclaré que le secteur privé a un rôle important à jouer dans la gestion, le développement des infrastructures et le renforcement des capacités.

Les questions des participants portaient entre autres sur: le rôle de la technologie dans le traitement de la rareté de l'eau et dans l'amélioration de la production agricole et le stockage de l'eau, les besoins d'eau de sources énergétiques, y compris les sources renouvelables telles que les biocarburants; et la gestion de la demande.

LANCÉMENT DU RAPPORT DE L'OCDE

Lors de la présentation du rapport de l'OCDE intitulé «Gérer l'eau pour tous: une perspective de l'OCDE sur les prix et le financement – messages importants pour les décideurs», Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'eau douce, en plus des domaines tels que les finances et l'alimentation, et à l'utilisation des tarifs, des taxes et des transferts d'aide (3T) pour la récupération durable des coûts.

Hasan Sarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie, Turquie, a déclaré que l'accès à la technologie et aux infrastructures d'irrigation doit s'accompagner d'une formation et d'éducation pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau, a souligné le lien entre la demande et les politiques d'approvisionnement, et entre l'établissement des prix et le



G-D: Loïc Fauchon, Président CME; Arjun Thapan, Directeur général Banque asiatique de développement; Lorents Lorentsen, Directeur de l'OCDE; Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE; Gérard Payen, Président du Groupe financier de l'UNSGAB; et Hasan Sarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie, Turquie



G-D: Sergio Soto Priante, Commission nationale de l'eau, Mexique; José Tomás Frade, Banque européenne d'investissement; Cafer Uzunkaya, Administration de l'eau et des eaux usées d'Istanbul; Jamal Saghir, Banque mondiale; Angel Gurría, Secrétaire général OCDE; Usha Rao-Monari, International Finance Corporation; Patrick Cairo, Suez Environment, Amérique du Nord; et Jeremias Paul (Philippines)



Loïc Fauchon, Président CME

financement de l'eau. Il a proposé qu'à l'avenir, les discussions soient centrées sur l'élaboration d'approches spécifiques pour financer l'énergie pour l'accès à l'eau.

Gérard Payen, du Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies, a (UNSGAB), a mis l'accent sur le renforcement des capacités des infrastructures d'eau, la nécessité d'assurer la prédictibilité du financement

public et sur l'élaboration des mesures de récupération de coûts durables pour amortir les investissements dans le secteur.

Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement, a déclaré que la Banque a réalisé l'objectif Camdessus consistant à doubler les instruments relatifs à l'eau dans la région. Il a souligné l'augmentation des tarifs et l'amélioration des services d'assainissement environnemental dans les grandes villes d'Asie, considérés comme stratégies gagnant-gagnant potentielles, et a cité la privatisation de l'Eau de Manille ainsi qu'un programme de jumelage pour les services de la région comme des histoires de réussite.

Au cours de la discussion, les panélistes et les participants ont parlé entre autres: de la gestion des risques et des autres incitatifs pour l'implication du secteur privé; des expériences positives en matière de récupération des coûts dans les pays en développement; et de la nécessité d'améliorer la base de référence de la récupération des coûts.



Gérard Payen, Président Groupe financier de l'UNSGAB

GRUPE D'EXPERTS

GRUPE D'EXPERTS TECHNIQUE SUR L'EAU ET LA CRISE FINANCIÈRE:

Jamal Saghir, de la Banque mondiale, a présenté la session comme un des douze groupes qui doivent se concentrer sur le financement de l'eau pendant le forum, et a souligné que les opinions exprimées par les membres du groupe leur appartiennent. Il a décrit la coïncidence de la crise financière avec le changement climatique actuel, les crises de l'énergie, de la nourriture et de l'eau, comme une « tempête parfaite ».



Angel Gurría, Secrétaire général OCDE

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a déclaré que la crise financière a offert l'opportunité de faire avancer les réformes du secteur de l'eau. Soulignant que chaque dollar investi dans l'assainissement permet d'épargner 4 à 12 dollars en coûts de santé et en coûts sociaux; il a déclaré que le défi auquel se trouve confronté ce secteur, consiste à utiliser les résultats disponibles de la recherche pour « raconter la belle histoire ». Usha Rao-Monari, de la Société financière internationale, a parlé des mesures actuellement prises par les institutions financières internationales et des partenaires, pour attirer le financement à long terme et les capitaux propres. José Frade, de la Banque européenne d'investissement, a mis l'accent sur la nécessité de réduire les risques et d'accroître l'accessibilité des services de l'eau dans les pays en développement.

A propos des activités nationales et locales, Sergio Soto Priante de la Commission nationale de l'eau du Mexique, a parlé des mesures prises pour attirer les capitaux privés dans le plan de relance économique de ce pays qui inclut: le « stapled credit » pour relancer les investissements privés. À propos de la réforme du secteur de l'eau, Cafer Uzunkaya, de l'Administration des eaux usées d'Istanbul, a souligné la nécessité de disposer d'un système financier et des ressources en eau efficaces. Jeremias Paul, du Département des Finances, aux Philippines, a suggéré que pour obtenir davantage de fonds des ministres des finances, les projets d'eau devraient mettre l'accent sur leur habilité à fournir les soins de santé, l'éducation et de lutte contre la pauvreté.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a parlé de l'impact de la crise financière sur les services de l'eau financés à travers les obligations municipales aux États-Unis, incluant, réduire la « volonté de payer des consommateurs domestiques et industriels ».

Les participants ont discuté: de l'équilibre approprié des « 3T », du rôle des mécanismes institutionnels, d'équilibrer les paiements effectués pour l'eau et pour l'eau comme un droit; et de la réduction du risque pour les investissements dans le secteur de l'eau des pays en développement.

PRESENTATIONS RÉGIONALES

Les Amériques: Benedito Braga, Vice-président du CME, a ouvert la session des Amériques. Loïc Fauchon, Président du CME, a déclaré que les régions doivent proposer au CME des moyens pour effectuer le suivi du travail entrepris au niveau régional.

Au cours de la session d'ouverture, Maria Concepción Donoso, du Programme hydrologique international de l'UNESCO, a présenté les représentants des sous-régions des Amériques qui allaient présenter le rapport sur les principaux résultats des sous-régions. Le Gouverneur de l'État du Mexique, Enrique Peña Nieto, a déclaré que l'on a besoin d'approches innovatrices pour traiter le problème de la tâche lourde et croissante de recharger et de transporter l'eau. Gerald Sehlke, de l'Association American Water, a déclaré que les États-unis doivent développer une vision nationale de l'eau à l'intérieur de leur système fédéral.

Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Honduras, Horace Hang, Ministre de l'eau et de l'habitat de la Jamaïque, et Patricia Aquino, de l'Institut



G-D: Gouverneur de l'État du Mexique, Enrique Peña Nieto; Maria Concepción Donoso, Programme hydrologique international de l'UNESCO; Jorge Rucks (Argentine); Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, Honduras; José Machado, Agence nationale brésilienne de l'eau; Horace Chang, Ministre de l'eau, Jamaïque; Patricia Aquino, Institut environnemental des Caraïbes; José Luis Genta (Uruguay); et Gerald Sehlke, Association américaine des ressources en eau

de la santé environnementale des Caraïbes, ont souligné que les régions de l'Amérique centrale et des Caraïbes sont vulnérables au changement climatique et exigent le soutien des pays industrialisés. Luis Zurita Tablada, Vice-Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala, a indiqué que sa sous région est en train d'élaborer un plan d'action de l'Amérique centrale pour l'accès et la gestion des ressources en eau.

José Luis Genta, du Ministère de l'habitat, de la planification territoriale et de l'environnement de l'Uruguay, a appelé à un pacte international sur l'eau et a souligné que l'eau doit être un bien public. José Machado, de l'Agence nationale de l'eau du Brésil, a souligné que toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la gestion intégrée de l'eau, afin d'éviter les conflits sur les ressources en eau.

Dans un groupe sur les études de cas sous-régionales, les panélistes ont noté les stress accrus sur les ressources en eau transfrontalières résultant du développement économique, de la croissance démographique et du changement climatique. Ils ont mis l'accent sur les questions urgentes de gestion des eaux transfrontalières, y compris la nécessité entre autres; de cadres juridiques flexibles qui intègrent les organismes de coopération internationale pour éviter l'«impasse diplomatique», d'institutions pour s'assurer que les lois sont mises en application; la gestion de l'eau pour éviter les conflits; et le partage régional des connaissances. Ils ont aussi souligné l'importance des accords internationaux sur les eaux souterraines.

Dans un dernier groupe, les représentants d'Ibero-American Water Training Programme, d'Inter-American Development Bank et du Fonds mondial pour l'environnement (FME) ont parlé du financement et des initiatives de renforcement des capacités en Amérique Centrale et Latine, y compris les partenariats avec le gouvernement d'Espagne par l'entremise du Spanish Water and Sanitation Fund. Ils ont examiné entre autres; la nécessité: de la formation, du renforcement des capacités et du transfert des technologies dans les pays à faible revenu; des technologies de faibles investissements, de l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation de l'eau, du financement du traitement de l'eau douce.

Jerome Priscoli, de l'US Army Corps of Engineers, a présenté le Document Régional des Amériques et a décrit le processus multipartite à partir duquel il a été créé. Il a déclaré que ce Document contient douze recommandations régionales qui incluent: la promotion de l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté à travers l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, et à travers une utilisation productive de l'eau; et l'élaboration d'une législation appropriée ainsi que l'introduction d'incitatifs économiques pour assurer la durabilité de l'eau.

Alors que certains participants se sont félicités du processus participatif par lequel le Document des Amériques a été créé, d'autres ont indiqué que le processus n'était pas suffisamment inclusif et que ses recommandations n'avaient rien de nouveau. Certains ont souligné la nécessité d'établir des priorités

entre les recommandations, tandis que d'autres ont suggéré la nécessité de financement durable, pas seulement pour la fourniture d'eau à court-terme. Les discussions se sont poursuivies au Pavillon du CCE pendant le déjeuner.

EUROPE: Tom Vereijken, Partenariat européen de l'eau, a présenté le processus européen dans le cadre de la préparation du 5ème Forum mondial de l'eau, qui a abouti à une vision européenne sur l'eau; les programmes de leadership sur l'eau et de sensibilisation; et la création d'un centre européen de l'eau pour le partage des technologies et des meilleures pratiques.

Au cours des principales présentations, le président du CME, Loïc Fauchon, a déclaré qu'il était du rôle des dirigeants politiques d'adopter les solutions proposées lors du Forum et a souligné l'importance de la coopération régionale. Marta Moren, Directrice de l'eau d'Espagne, a présenté une communication sur la rareté de l'eau et sur la sécheresse dans l'Union européenne, dans le contexte de la Directive-cadre européenne sur l'eau. Jacqueline McGlade, Agence européenne pour l'environnement, a noté qu'aucune région d'Europe n'est à l'abri de la raréfaction de l'eau et a conclu qu'une gestion basée sur l'approvisionnement n'est pas durable.

Un premier groupe a traité des «réalisations et des défis de européens sur l'eau». Renske Peters, Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau des Pays-Bas, a souligné la nécessité de mettre en place une structure de gouvernance incluse et à long terme pour une utilisation durable. Anna Tsvietkova, du Programme d'eau et d'assainissement d'Ukraine, a parlé du rôle qu'ont joué les partenariats sur l'eau dans la mise en place du dialogue sur l'eau dans son pays. Pour sa part, Josée Pascual Gil, la ville de Castellon en Espagne, a souligné les innovations réalisées dans le secteur de l'irrigation dans la Région de Valence. Diane Arras, d'Environnement Suez, a relevé les innovations techniques dans le renforcement du traitement et de la réutilisation des eaux usées. Jean-François le Grand, du Conseil général de la Manche en Normandie, France, a attiré l'attention sur la nécessité de trouver des solutions localement adaptées. Doris Köhn, KPW Bank, Allemagne, a noté que les compromis de gestion de risque doivent être réalisés dans l'amélioration des infrastructures d'eau. Quant à Matthias Kollatz Ahnen, de la Banque européenne de développement, il a souligné que la stabilité macroéconomique au niveau national contribue à la «crédibilité bancaire» des projets liés à l'eau.

Sascha Gabizon, de Femmes européennes pour un avenir commun (WECF) a présenté la session sur les actions européennes en vue d'atteindre un assainissement durable pour tous. Elle a souligné les paramètres clés de réforme, en particulier les questions de santé, de financement et les incitatifs pour l'assainissement. Helmut Blösch, de la Commission européenne, a décrit les principes clés de la politique de l'UE sur l'assainissement, le traitement des eaux usées, les normes d'eau potable, et a cité la protection des rivières comme une réussite clé. Blösch a cependant fait remarquer que la pollution des nappes souterraines demeure un problème.

Les panélistes ont présenté et discuté quatre études de cas: sur la campagne nationale suisse 2008 de sensibilisation; le traitement de l'eau et les innovations en assainissement dans la région métropolitaine de Paris et au Pays-Bas; et la promotion des toilettes Ecosan dans les zones rurales de Moldavie.



G-D: Helmut Blösch, Commission européenne; Marga Kool, Conseil de l'eau, Reest en Wieden, Pays-Bas; Peter Cook, Association européenne de l'eau; Sascha Gabizon, Femmes en Europe, Réseau pour un avenir commun (WECF); et Jean Duchemin, Agence pour l'eau Seine-Normandie

Résumant les défis clés qui se posent au développement futur dans le secteur, Peter Cook, de l'Association européenne de l'eau, a relevé l'atténuation du changement climatique, l'adaptation aux flux migratoires des populations et la mise à jour des infrastructures.

Laszlo Kothay, Secrétaire d'État chargé de l'eau de Hongrie, a présidé la dernière session sur la gestion des bassins et sur la coopération transfrontalière. Dans son introduction, Jean François le Grand, du Réseau international des organisations de bassins, a souligné que l'Europe compte de nombreux bassins, lacs et fleuves partagés et a noté que la Directive européenne sur l'eau offre un cadre commun pour l'harmonisation des pratiques.

Les panélistes ont fait des présentations sur: la Commission internationale pour la protection du fleuve Danube; le rôle de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur la Convention européenne de l'eau en Asie Centrale; l'aide du programme UE-Chine de gestion des bassins fluviaux apportée à la Chine dans les bassins du Fleuve Jaune et du Yangtze; et la mise en œuvre de la gestion du bassin du fleuve Sénégal.

SESSIONS THÉMATIQUES

THEME SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DU DROIT À LA RÉALITÉ – BONNES PRATIQUES DE GOUVERNANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT:

La présidente Uschi Eid, de l'UNSGAB, a noté que le travail sur le droit humain à l'eau a connu une accélération au cours des cinq dernières années. Santha Sheela Nair, du Ministère du développement rural, Inde, a souligné le fait que les populations ont besoin de s'assurer la reconnaissance du droit humain à l'eau, et le droit à l'eau source de vie. Kerubo Ikioga, du Centre sur les droits au logement et les expulsions, Kenya, a relevé qu'une base juridique était un préalable pour jouir des avantages que confèrent les droits à l'eau et à l'assainissement.

Lucinda O'Hanlon, du Bureau du Haut commissaire aux droits de l'homme, a présenté le mandat de l'expert indépendant des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement, en soulignant qu'elle souhaitait faire progresser le dialogue sur le droit à l'eau et à l'assainissement.

Celestine Kaseve, de la Compagnie des Eaux, Nairobi, Kenya, a déclaré que cette Compagnie reconnaît le droit à l'eau en assurant des prix de l'eau raisonnables pour les nouveaux arrivants informels qui constituent 60% de la population de Nairobi. Vibhu Nayar, Ministre de l'eau, Tamil Nadu, Inde ont souligné le défi que l'on doit relever pour régler la discrimination tant au niveau individuel qu'institutionnel, afin de mettre en œuvre le droit à l'eau.

Ivan Lanegra, du Bureau du médiateur du Pérou, a parlé des efforts déployés par ce bureau pour mettre à jour le niveau des services des eaux usées, particulièrement dans les zones rurales et non urbaines pour surveiller la réponse de ces services aux besoins des zones concernées. Francesca Bernardini, de la Commissions des Nations unies pour l'Europe, a parlé du Protocole européen sur l'eau et la santé, une Convention juridiquement contraignante qui couple environnement et santé pour viser un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Les panélistes ont discuté de l'impératif pour la Déclaration ministérielle du 5ème Forum mondial de l'eau de refléter «l'humeur du monde» en ce que l'eau est un droit humain. Ils ont aussi discuté d'un cadre juridique et d'une approche multisectorielle pour mettre en œuvre de droit à l'eau.

Cyprian Mazubane, de l'Afrique du Sud, a relevé le langage fort utilisé dans la Constitution Sud-Africaine sur la protection du droit à l'eau et a déclaré que «l'eau c'est la vie, mais l'assainissement, c'est la dignité». Simone Klawitter, de



Le dais lors de la présentation de Kerubo Ikioga, Centre sur les droits au logement et les expulsions, Kenya

l'Organisation allemande de coopération technique, a parlé de l'expérience de cet organisme dans l'approvisionnement en eau et en assainissement en Zambie, par le biais de la mise en place d'un instrument «le panier commun de financement» destiné aux pauvres.

Henry Smets, de l'Académie française de l'eau, a proposé que chaque pays utilise un index qui puisse servir au calcul de l'accessibilité des prix de l'eau. Sabin Intxaurreaga, du Ministère basque de l'eau, a décrit la toute prochaine «Initiative basque de l'eau pour la vie et le développement durable» pour mettre en œuvre le droit à l'eau considéré comme droit humain. François Muenger, France, a noté que «l'approche des droits humains» oblige à l'identification de la discrimination en soulignant le problème posé par l'accès à l'eau et à l'assainissement à ceux qui vivent dans les taudis.

Adriana Marquisio, de la Compagnie de l'Union pour l'eau publique, Uruguay, a demandé que soit ajoutée une déclaration complémentaire à la déclaration ministérielle dans laquelle serait exprimée la nécessité d'un droit à l'eau. Shaddad Al Attili, de l'Autorité palestinienne de l'eau, a déclaré que la mention d'un droit à l'eau dans la Déclaration ministérielle aiderait l'Autorité palestinienne à fournir de l'eau aux utilisateurs.

Les participants ont discuté entre autres: des droits des eaux transfrontalières; des inconvénients et des avantages de la privatisation; et de la nécessité de reconnaître l'eau comme un droit humain, au niveau national et international.

THEME SUR LE CHANGEMENT GLOBAL ET LA GESTION DU RISQUE

GÉRER LES RISQUES LIÉS À L'EAU DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE: Kwon Do Youp, Vice-Ministre des affaires étrangères, foncières,

maritimes et des transports de Corée, a ouvert la session en soulignant l'accroissement des désastres causés par le changement climatique, ainsi que la nécessité de réduire les dégâts et d'accroître la résilience par le biais: de réponses efficaces; de la construction d'infrastructures; de la mise en œuvre de l'une gestion intégrée des inondations; et d'échange d'informations.

Avinash Tyagi, de l'Organisation Météorologique mondiale a relevé la nature des risques de l'eau liés au changement climatique et Toshio Okazumi, du Ministère des Affaires foncières, de l'infrastructure, des transports et du tourisme du Japon, a noté les moyens déployés par son pays pour mettre en œuvre une gestion des inondations basée sur les risques.



G-D: Zafar Adeel, Université des nations unies; Chris Zevenbergen, Institut de l'UNESCO pour l'éducation sur l'eau; Kwon Do Youp, Vice-ministre des affaires foncières, maritimes et des transports de Corée; et Avinash Tyagi, Organisation météorologique mondiale



Participants lors de la session sur la gestion des risques liées à l'eau dans un contexte de changement climatique

Chris Zevenbergen, de l'Institut de l'UNESCO pour l'Éducation sur l'eau, a souligné la nécessité de mener les actions par: le changement de la perception du risque; les leçons apprises des meilleures pratiques et des échecs; et la consolidation des réseaux et des relations. Il a relevé que les événements extrêmes pourraient créer des conditions propices à une catastrophe, mais que la catastrophe est créée par la réponse humaine à ces événements extrêmes. Zevenbergen a souligné la nécessité entre autres, de se concentrer sur les impacts plutôt que sur les probabilités et de se concentrer aussi sur la diffusion de la connaissance. Il a proposé la mise en place d'un centre international de résilience aux inondations, qui servirait à expérimenter et à partager les innovations en matière de gestion et de technologie.

Les panélistes et les participants ont par la suite discuté: des nouveaux désastres liés à l'eau; des coûts économiques du changement climatique; de la création d'un centre de résilience adaptative; de l'inclusion de la météorologie urbaine dans les stratégies de planification urbaine; et des inondations intervenant dans les bassins fluviaux.

Saeed Nairizi, d'Iran, a parlé des activités entreprises par la Commission internationale sur l'irrigation et le drainage et liées à la sécheresse, la rareté de l'eau et, la gestion du risque. Il a déclaré que dans le passé, la Commission s'était penchée sur les stratégies et les indices de gestion de la sécheresse, et a suggéré qu'à l'avenir, elle s'activerait sur la mise en œuvre et la redéfinition des termes conventionnels de l'utilisation de l'eau en agriculture.

Mary-Jeanne Adler, de la Roumanie, a présenté les efforts menés par son pays pour traiter les catastrophes potentielles liées à l'eau et dues au changement climatique. Mettant en exergue le mécanisme de réponse au désastre en vigueur dans le bassin du Danube, elle a souligné l'importance des prévisions et du partage des expériences dans le traitement de potentielles catastrophes; elle a aussi souligné la nécessité de développer une culture de réponse rapide aux catastrophes.

Sontak Lee, de la Corée, a présenté la conception d'infrastructure pour la résilience au changement climatique de la Corée. Il a remarqué que les conséquences du changement climatique dans son pays ont été anormales, et a souligné la réhabilitation des barrages, considérées comme exemple de structures hydrologiques dont la conception doit se baser sur le changement climatique anticipé.

Cees van de Guchte, des Pays-Bas, a déclaré que son pays est un exemple de gestion réussie du risque. Sur l'atténuation du risque lié au climat, il a souligné les rôles des technologies innovatrices et non-conventionnelles, d'une réévaluation régulière du risque, et le concept de «construire avec la nature».

Basanta Shrestha, du Nepal, a souligné les défis uniques auxquels sont confrontées les communautés montagnardes, et a relevé l'importance de réduire les incertitudes, d'accroître la capacité de s'adapter, et de renforcer la résilience des communautés.

Les participants ont par la suite discuté de la responsabilité des gouvernements nationaux et ont souligné les questions concernant la nécessité de: traiter du changement climatique de manière holistique; assurer l'efficacité des Systèmes d'alerte précoce et améliorer le financement des projets.

Zafar Adeel, Université des Nations unies, a conclu en notant la nécessité de se pencher simultanément sur l'atténuation et l'adaptation; de considérer les réponses des politiques au niveau national et d'investir dans les infrastructures. Il a aussi souligné la nécessité critique de réduire l'échelle des modélisations climatiques.

ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES

FONDATION DU PRINCE ALBERT II MONACO: PROJETS ET INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE LA GESTION INTÉGRÉE ET DURABLE DES RESSOURCES EN EAU: Une initiative de Partenariat pour une gestion intégrée et durable des ressources en eau dans la région méditerranéenne menée par la Fondation du Prince Albert II de Monaco a été présentée par le Prince. Celui-ci a



Prince Albert II de Monaco

souligné la nécessité de mettre en place des projets qui couvrent les niveaux international, national et régional.

Bernard Fautrier, Vice-président et chef de la direction exécutive de la fondation, a défini ses priorités qui comprennent: la biodiversité, le climat et l'eau, et a souligné les trois domaines centraux pour la région méditerranéenne, à savoir: l'accès à l'eau; la gestion durable de l'eau et les

connaissances, et le partage de l'expérience.

Les organisations partenaires de l'Initiative ont décrit les contributions et les idées qu'elles envisagent apporter. Plusieurs orateurs ont noté les défis qui consistent à concilier la disparité entre les systèmes écologiques et les frontières politiques en ce qui concerne la gestion de l'eau, et ont décrit le projet comme étant un effort de rendre une gestion décentralisée et locale compatible avec des considérations du niveau d'un bassin. Lucian Chagason de Plan bleu a déclaré qu'alors que le projet traitait des préoccupations financières et techniques, il reconnaissait aussi l'importance de traiter de la gouvernance à de niveaux multiples. Jocelyn Fenard, de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, a relevé la nature concrète et pratique de l'Initiative et a discuté de la manière dont la recherche pourrait se traduire en action. Dominique Heron, d'Environnement Veolia, a souligné la valeur ajoutée de l'expertise transversale des partenaires du projet. Pour terminer, les expériences pratiques du Mexique et du Togo ont été présentées.



Prince Albert II de Monaco s'adressant aux participants à l'évènement parallèle